

L'ère de l'événementiel

Marc Haentjens

Number 141, Fall 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1402ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

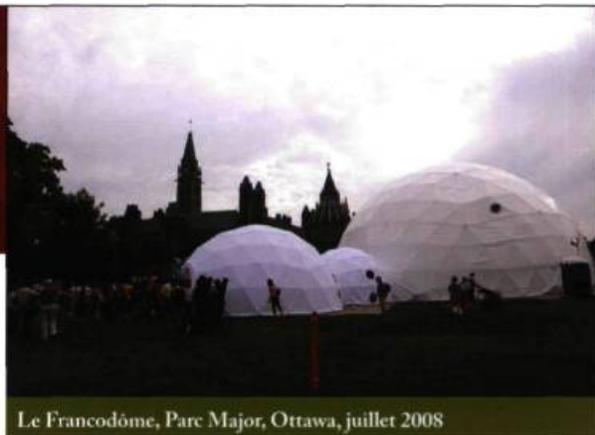
1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Haentjens, M. (2008). L'ère de l'événementiel. *Liaison*, (141), 24–25.

MARC HAENTJENS



Le FrancoDôme, Parc Major, Ottawa, juillet 2008

LES CÉLÉBRATIONS DU 400^e anniversaire de la fondation de la Ville de Québec, alias *Québec 2008*, ne sont pas encore terminées, mais on peut déjà dire que tout le monde, politique et médiatique, aura fait ce qu'il faut pour donner à l'événement toute sa mesure (et même plus). Le 3 juillet, date officielle de la fondation de Québec par Champlain, le nombre de premiers ministres présents à Québec — y compris bien sûr les PM du Québec et du Canada mais aussi une brochette jamais vue de premiers ministres français, actuel et anciens — donnait une idée de l'importance allouée à l'événement. Avant cela, les diverses célébrations tenues en France, avec la polémique que l'on sait sur la place allouée aux représentants officiels du Canada (Michaëlle Jean) et du Québec (Jean Charest), avaient déjà donné le ton. Chose certaine, les gouvernements canadiens et québécois, sans parler du gouvernement français, auront mis le paquet, politiquement et financièrement, pour que le 400^e ne passe pas inaperçu et permette à chacun de promouvoir les messages — éventuellement contradictoires — que cette plateforme médiatique leur offrait: l'affirmation de la présence française en Amérique, la promotion du Québec et de la « nation québécoise », voire la promotion du Canada. Même la francophonie canadienne n'aura pas été en reste, avec l'ambitieux projet Francoforce, qui aura tenté, avec plus ou moins de succès, de profiter du 400^e pour célébrer la francophonie à travers le Canada. Financé avec le concours de la plupart des gouvernements provinciaux et territoriaux, en plus des gouvernements canadien et québécois, le fameux FrancoDôme (photo) se sera promené d'un bout à l'autre du pays pour donner un échantillon de la production culturelle des communautés francophones et acadiennes. Enfin, on

sait que le Sommet de la Francophonie, prévu du 17 au 19 octobre à Québec, devra clôturer tout ça de façon magistrale, en présence des chefs d'état, avec un programme de réunions hautement médiatiques et des festivités éblouissantes (lire aussi: dispendieuses).

Les célébrations de *Québec 2008* sont une bonne illustration de l'engouement que les événements suscitent présentement au sein des officines publiques, et ce à tous les niveaux de gouvernement. Que ce soit pour souligner des anniversaires (150^e de la Colombie-Britannique cette année, 100^e de la Saskatchewan en 2005, 400^e de l'Acadie en 2004), pour accueillir des jeux (Jeux olympiques, Jeux du Commonwealth, Jeux pancanadiens, etc.) ou pour une manifestation créée de toutes pièces (exposition universelle, sommet, congrès), les stratèges politiques et les hauts fonctionnaires sont désormais prêts à bondir sur toute « opportunité » pour créer l'événement et aller chercher par ce biais l'attention du public et des médias. « L'événementiel », comme il est convenu de l'appeler aujourd'hui, tend à envahir de plus en plus les « agendas » politiques, tout en monopolisant largement les crédits, âprement comptés par ailleurs, qui sont rendus disponibles. Et ce, en bénéficiant de conditions tout à fait inhabituelles dans l'appareil gouvernemental. Aussitôt qu'on est dans l'événementiel, les règles administratives s'appliquant à la gestion des programmes publics se trouvent en effet assouplies; les fonds alloués aux projets sortent des cadres budgétaires existants; enfin, la direction même des événements se voit confiée à des équipes spéciales (*ad hoc*), relevant souvent directement du Cabinet et constituées de fonctionnaires « détachés » ou de contractuels embauchés pour leurs expertises spécifiques. Un

maître mot suffit à justifier toutes ces pratiques et exceptions: la visibilité!

De Québec 2008 à Vancouver 2010

On argumentera que ce phénomène n'est pas nouveau et qu'il a de tout temps obsédé les personnages politiques (un peu comme l'édification de monuments). Les grands projets du maire Drapeau — l'Expo de 1967, bien sûr, puis les J.O. de Montréal en 1976 — sont encore dans toutes les mémoires (y compris leurs retombées fastes et moins fastes). Ils faisaient écho eux-mêmes à d'autres manifestations plus anciennes, comme l'Exposition universelle de 1889, à laquelle Paris doit notamment la Tour Eiffel. On pourrait également évoquer les J.O. de Calgary ou l'Exposition de Vancouver qui ont largement puisé aussi dans les poches des contribuables dans le but de mettre le Canada sur la carte (du monde). Ce qui paraît nouveau, cependant, c'est la place que prennent ces événements dans l'actualité et l'ampleur grandissante (exponentielle?) des investissements que les gouvernements semblent prêts à faire pour prendre d'assaut l'espace médiatique. Les J.O. de Beijing nous en donnaient dernièrement toute une démonstration. Les quelque milliards de téléspectateurs qui ont assisté à la cérémonie officielle d'ouverture des Jeux (en temps réel ou différé) en ont eu plein les yeux et les oreilles, mais on peut imaginer ce qu'il a fallu mobiliser en amont et en coulisses d'argent et de gens pour produire ce résultat. Cette cérémonie a certainement constitué un paroxysme en la matière mais, même à une moindre échelle, on peut sentir désormais que tout événement, un tant soit peu d'envergure, commande une mobilisation massive qui draine un grand nombre d'acteurs et de partenaires.

Ainsi, ce qu'on a vu de Québec

2008 permet d'imaginer ce qui a précédé (depuis plusieurs années) sur les plans de l'organisation, des négociations et des démarches administratives et financières. Le seul volet auquel nous ayons été davantage mêlés, celui touchant la francophonie canadienne, aura nécessité de nombreuses réunions et des discussions interminables pour en arriver à une entente sur une initiative possible. Le projet Francoforce qui en a résulté repose sur un montage financier passablement complexe (réunissant tous les paliers de gouvernement); il a aussi mobilisé pour sa réalisation la collaboration de nombreux organismes culturels et communautaires au sein des communautés francophones. Et, pourtant, il ne représentait qu'une activité marginale dans la programmation du 400^e... Or, ces célébrations ne sont même pas terminées que, déjà, l'ensemble du Canada se voit mobilisé pour prendre part à un autre événement d'envergure: les J.O. de Vancouver dont on veut faire, en 2010, une vitrine encore plus spectaculaire. Même les communautés francophones, pour qui le bénéfice de l'événement ne semble pas tellement évident (exception faite peut-être de la communauté franco-colombienne), sont activement invitées à faire leur part dans le «volet culturel» des Jeux pour donner une bonne image de la dualité linguistique canadienne.

L'ère du spectaculaire?

Devant tout cela, la question qu'on brûle de poser est évidemment celle-ci: que rapportent véritablement ces manifestations? Justifient-elles réellement l'important investissement qu'il faut faire pour les réaliser? Et qu'en reste-t-il une fois la

fête terminée et les projecteurs éteints? N'aurait-on pas mieux fait, en fin de compte, d'injecter tous ces fonds et toute cette énergie dans des initiatives plus continues, plus souterraines peut-être, mais durables? La réponse est assez prévisible. On ne peut pas, nous dit-on, se rendre compte de tout l'impact public et médiatique de ces événements. Obtenir cet impact par une campagne directe de promotion coûterait autrement plus cher. Les J.O. de Beijing en sont un bel exemple. La Chine n'a-t-elle pas réussi, grâce à ces Jeux, à transformer complètement son image sur la scène internationale, à s'imposer désormais comme une grande nation moderne, une puissance qui compte sur la scène internationale? Et puis, ajoute-t-on, restent aussi les «legs» de l'événement, ce qu'il laisse comme traces, tangibles et intangibles: monuments publics, installations culturelles ou sportives, attraits touristiques, prestige, etc. Tout cela non plus n'est pas négligeable.

Ce qui n'est pas dit, cependant, c'est ce que l'événementiel ne fait pas ou permet peut-être de ne pas faire. Dans son analyse du dernier budget fédéral, la Conférence canadienne des arts (CCA) souligne ainsi que les J.O. de Vancouver gobent à eux seuls pratiquement tous les crédits supplémentaires alloués au ministère du Patrimoine canadien. C'est dire qu'au moment où l'on présentera au monde une vitrine étudiée de notre production artistique, nous en serons sans doute encore à réclamer les augmentations de budgets nécessaires pour soutenir nos organismes culturels et artistiques dans leur quotidien. De même, les montants investis dans le projet Francoforce à l'occasion de *Québec 2008* auront sans doute été autant de fonds en moins pour le soutien des arts et de la culture dans les communautés francophones et acadiennes. De façon plus large, on peut aussi se demander si tout le battage médiatique qu'autorisent ces événements ne vise pas surtout à divertir l'opinion publique des enjeux plus réels qui touchent la population. Les J.O. de Beijing n'ont pas manqué bien sûr de soulever cette question. Alors que l'organisation des Jeux éblouissait le monde entier, beaucoup de voix s'élevaient pour dire à quel point tout cela n'était que poudre aux yeux et permettait surtout de masquer l'immobilisme du gouvernement chinois en matière sociale ou politique. À un degré différent, plusieurs souverainistes ne se sont pas privés de faire un même commentaire à propos de *Québec 2008*: les célébrations, disent-ils, auront surtout permis d'évacuer le débat de fond sur la «nation québécoise» et la réalité du fait français au Canada.

L'ère de l'événementiel serait donc aussi celle du spectaculaire? En cette année où l'on souligne (aussi) le 40^e anniversaire de Mai 68, on ne peut manquer de penser à ce que disait Guy Debord dans *La société du spectacle*:

*La société qui repose sur l'industrie moderne n'est pas fortuitement ou superficiellement spectaculaire, elle est fondamentalement spectacliste. Dans le spectacle, image de l'économie régnante, le but n'est rien, le développement est tout. Le spectacle ne veut en venir à rien d'autre qu'à lui-même.*¹ ||

Marc Haentjens a œuvré longtemps comme chercheur, animateur et consultant en matière culturelle au sein de la francophonie canadienne. Il est aujourd'hui directeur du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF).

1 - Guy Debord, *La société du spectacle*, Paris, 1967.

SUZANNE JOUBERT JOURNAL D'AUTOMNE

16 octobre – 2 novembre 2008



L'envers et l'endroit, 2008, acrylique sur papier, 38 x 56 cm. (Photo Guy L'Heureux)



galerie d'art

Jean-Claude Bergeron

150 St. Patrick, Ottawa (ON) Tel. 613.562.7836
galbergeron@rogers.com • www.galeriejeanclaudebergeron.ca